

A woman with dark hair, wearing a light-colored corded jacket over a grey turtleneck, is reaching into a greenhouse to pick a fruit from a plant. The greenhouse structure is visible in the background, and the plants have green leaves and some purple and yellow fruits.

Agriculture Familiale
pour l'Action Climatique.

NOURRIR LE MONDE DANS UN CLIMAT CHANGEANT

Le financement de l'adaptation
a besoin des petits producteurs

ffca

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ

De nouvelles analyses ont révélé que 443 milliards de dollars américains (USD) de finance climat sont nécessaires chaque année pour aider les petits producteurs familiaux à faire face aux impacts du changement climatique. Ce montant est inférieur aux 470 milliards USD qui sont investis chaque année dans des subventions agricoles nuisant aux peuples et à la planète, et équivaut à investir en moyenne 953 USD par an pour une ferme d'un hectare. L'analyse a été menée par Climate Focus, pour l'alliance Agriculture familiale pour l'action climatique (FFCA, selon son acronyme en anglais), une campagne menée par les agriculteurs et représentant 95 millions de petits producteurs en Afrique, en Amérique latine, en Asie et dans le Pacifique. Les petites exploitations agricoles produisent la moitié des calories alimentaires mondiales, et assurent la subsistance de plus de 2,5 milliards d'individus sur la planète. L'adaptation étant au cœur du programme de la COP 30, et les flux financiers ne représentant que 0,36 % du montant nécessaire, la FFCA appelle à augmenter considérablement le financement de l'adaptation, et à créer un « Fonds pour les agriculteurs » afin que les ressources parviennent là où elles auront le plus d'impact.



Crédit image: Agriculture Familiale pour l'Action Climatique, Cambodge

FINANCER LES AGRICULTEURS



Crédit image: Joseph Nkandu, Ouganda

L'année dernière a été la plus chaude à ce jour, et l'agriculture en a incontestablement subi les effets. Dans le monde entier, sécheresses extrêmes, inondations et tempêtes ravagent les récoltes, aggravent la famine, augmentent le prix de l'alimentation, et nuisent aux moyens de subsistance et aux économies.

L'urgence de construire des systèmes alimentaires plus équitables, résilients, durables et sains est maintenant largement reconnue : l'alimentation et l'agriculture représentent l'un des sept domaines d'actions de l'objectif mondial en matière d'adaptation ; 160 gouvernements ont signé la Déclaration des EAU sur les systèmes alimentaires, s'engageant à inclure l'alimentation et l'agriculture à leurs plans nationaux révisés sur l'adaptation et l'atténuation d'ici à la COP 30 ; et la présidence brésilienne de la COP 30 a décidé de faire de l'alimentation et de l'agriculture l'un des six thèmes centraux de la conférence.

Pourtant, le manque ou l'inadéquation des financements empêchent de nombreux pays à faibles revenus et petits agriculteurs familiaux de créer des systèmes agricoles plus durables et résilients, impactant significativement la sécurité alimentaire, les chaînes d'approvisionnement mondiales, la pauvreté ainsi que la stabilité sociale.

Une nouvelle analyse menée par Climate Focus pour l'alliance Agriculture familiale pour l'action climatique estime, pour la première fois, que les 498 millions de petits producteurs exploitant des terres de 10 hectares ou moins ont besoin d'environ 443 milliards USD par an pour renforcer leur résilience

et s'adapter aux impacts des changements climatiques. Cela équivaut à un investissement annuel moyen de :

- **800 USD par hectare pour encourager des pratiques à faibles émissions, résilientes face aux effets du changement climatique.** À cet effet, des mesures devront être prises pour : améliorer la santé et la fertilité des sols, notamment en adoptant des pratiques favorables à la nature, telles que l'agroécologie, ayant prouvé pouvoir renforcer la résilience climatique ; installer des systèmes de micro-irrigation, tels que l'irrigation au goutte-à-goutte, qui permettent d'économiser les ressources en eau en la faisant parvenir directement aux racines des plantes, et ; faciliter l'accès aux semences améliorées, notamment à des variétés traditionnelles résistantes aux sécheresses ;
- **141 USD par agriculteur, afin de garantir des moyens de subsistance résilients par le biais de filets de sécurité et de systèmes d'alerte précoce.** Pour cela, des assurances devront être contractées pour protéger les cultures et le bétail, et compenser les agriculteurs en cas de pertes liées au climat. Des systèmes de soutien aux agriculteurs devront également être créés afin de les aider à éviter les conséquences désastreuses du changement climatique. Par exemple, dans le delta du Mékong, au Vietnam, un réseau de bouées de surveillance fournit aux producteurs de riz des données localisées sur le niveau de salinité de l'eau directement sur leur téléphone, ce qui leur permet de protéger leurs cultures de l'intrusion d'eau de mer, causée par l'augmentation du niveau de la mer et des tempêtes ;

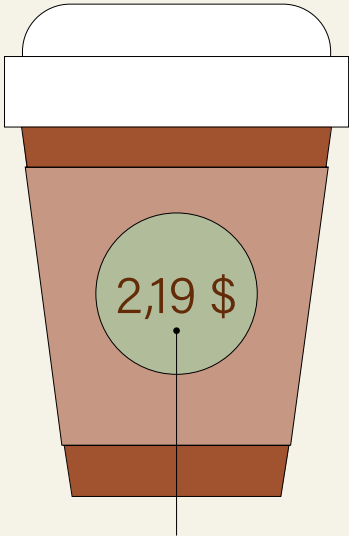
- **12 USD par agriculteur, afin de garantir l'accès aux services climatiques numériques** et faire en sorte que les producteurs puissent prendre des décisions informées au sujet de la gestion de leur exploitation. Une application mobile peut par exemple fournir des prévisions météorologiques et des conseils de culture agricole personnalisés selon la localisation géographique, afin d'aider les agriculteurs à planifier leurs plantations.

En d'autres termes, il s'agirait d'un investissement annuel moyen de 953 USD par ferme d'un hectare, ou de 1 753 USD pour une exploitation de deux hectares. Le Tableau 1 ci-dessous détaille la répartition des financements selon les besoins de chaque région.

Tableau 1. Financements totaux nécessaires aux petits exploitants dans le monde (Climate Focus)

Région	Subventionner des pratiques résilientes et à faibles émissions (en milliards USD)	Systèmes d'alerte précoce et filets de sécurité adaptatifs (en milliards USD)	Mise à disposition de services climatiques numériques (en milliards USD)	Total (en milliards USD)
Asie du Sud-Est	151,31	34,87	3,00	189,18
Asie du Sud	124,89	23,40	2,01	150,30
Afrique du Nord	7,88	0,93	0,08	8,89
Afrique de l'Est	30,18	4,07	0,35	34,60
Afrique de l'Ouest	8,66	2,26	0,19	11,11
Afrique australe	11,79	1,30	0,11	13,20
Afrique centrale	2,19	0,67	0,06	2,92
Pacifique	0,07	0,01	0,00	0,08
Amérique du Sud	11,86	1,00	0,09	12,95
Amérique centrale et Mexique	11,22	0,80	0,07	12,09
Caraïbes	1,04	0,18	0,02	1,24
Moyen-Orient	5,76	0,61	0,05	6,42

Les chiffres du tableau sont à deux décimales, mais les totaux indiqués sont des chiffres précis.



Un investissement annuel de 953 USD par ferme d'un hectare équivaut à 2,19 USD par jour, soit moins que le prix d'une tasse de café en Allemagne (3,06 \$ au T4 2025).

De l'argent bien dépensé

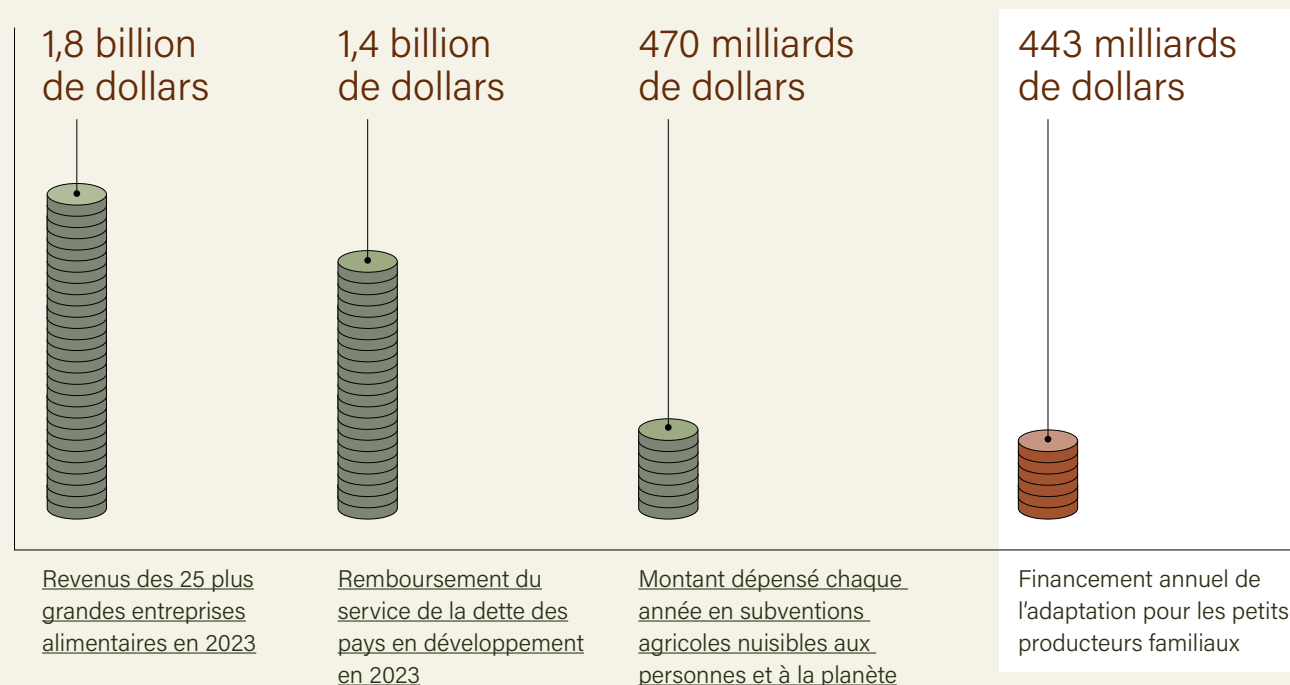
Bien que 443 milliards USD par an représente une somme importante, il existe de multiples façons de mobiliser ces fonds. Comme d'autres organisations ont pu le préciser auparavant, cette mobilisation implique de rediriger et de donner une nouvelle utilisation aux subventions actuellement nuisibles, de réformer les institutions financières internationales et de créer un système fiscal mondial plus juste. La somme de 443 milliards USD par an représente par exemple :

- **Un montant inférieur aux 470 milliards USD de subventions agricoles que les Nations Unies estiment être actuellement versées chaque année en faveur de mesures nuisibles à la santé des personnes, alimentant la crise climatique, dégradant l'environnement et creusant les inégalités en excluant les petits exploitants agricoles.** Les Nations Unies ont présenté une approche en six étapes visant à repenser le soutien agricole afin de créer des systèmes agroalimentaires plus résilients, durables et justes ;
- **Moins d'un tiers du montant dépensé par les pays en développement envers le service de la dette (1,4 billion USD en 2023).** Alors qu'environ 60 % des pays à faibles revenus et des pays les moins développés sont surendettés ou à risque de le devenir, peu d'entre eux disposent de la marge de manœuvre budgétaire nécessaire pour investir dans l'adaptation aux changements climatiques. Une grande partie des financements disponibles sont utilisés pour rembourser les intérêts des prêts, ne laissant que peu de ressources aux plus vulnérables (tels que les petits agriculteurs familiaux), qui font partie des plus impactés par les changements climatiques. L'initiative de Bridgetown présente des propositions détaillées de réforme du système financier mondial afin de lutter contre le changement climatique et les inégalités, et inclut notamment le sujet de l'allègement de la dette ;

- **L'équivalent d'un quart des revenus annuels des 25 plus grandes entreprises alimentaires du monde (1,8 billion USD en 2023).** Ces entreprises font des profits énormes, tandis que les producteurs de leurs chaînes d'approvisionnement ne reçoivent souvent qu'une fraction du prix payé par les consommateurs, ce qui limite leur capacité

à investir dans leurs exploitations. Les Nations Unies, ainsi que de plus en plus de dirigeants d'entreprises, ont déclaré qu'il était dans l'intérêt de l'industrie agroalimentaire de faire en sorte que les agriculteurs de leurs chaînes d'approvisionnement soient payés un prix juste pour leurs produits, et soutenus tout au long du processus d'adaptation.

Mobiliser des fonds pour l'adaptation des petits exploitants

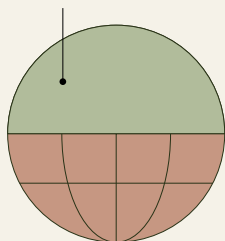


Les exploitations de 10 hectares ou moins

Produisent

50 %

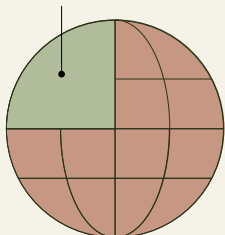
des calories
alimentaires mondiales



Soutiennent

2,5 milliards

de moyens de subsistance



Il est indéniable que les investissements en faveur de l'adaptation des petits agriculteurs présentent bien plus d'avantages que d'inconvénients, et permettront de faire des économies considérables. Soutenir les petites exploitations familiales, qui sont les exploitations agricoles les plus répandues dans le monde, pourra par exemple aider à :

- **Sécuriser les chaînes d'approvisionnement alimentaires.**

Les petites exploitations agricoles de 10 hectares ou moins produisent 50 % des calories alimentaires mondiales et jouent un rôle indispensable au sein des chaînes d'approvisionnement mondiales pour les produits de base tels que le riz, le blé, le café et le cacao ;

- **Réduire les coûts liés aux impacts climatiques.**

Les catastrophes générées par les changements climatiques ont causé environ 3,8 billions USD de pertes de cultures et de bétail dans le monde ces 30 dernières années, soit un total de 123 milliards USD par an, ce chiffre étant toujours en augmentation ;

- **Protéger les emplois et stimuler les économies.**

Les petites exploitations agricoles familiales assurent la subsistance de plus de 2,5 milliards de personnes sur la planète, et contribuent de façon importante aux économies nationales, en particulier dans les pays à faibles revenus où l'agriculture représente en moyenne 25,7 % du PIB ;

- **Lutter contre les crises liées au climat et à la biodiversité.**

Les organisations d'agriculteurs familiaux mettent en place des approches résilientes face aux changements climatiques et favorables à la nature, telles que l'agroécologie, indispensables à l'adaptation climatique. Elles jouent également un rôle important dans la réduction des impacts de l'agriculture sur la nature et le climat. Le système alimentaire mondiale représente un tiers des émissions de gaz à effet de serre, et est l'un des moteurs principaux de la perte de biodiversité.



Crédit image: Eastern Africa Farmers Federation, Ouganda

Besoins de financement de l'adaptation des petits exploitants par région

1

Afrique du Nord

Une somme de 8,89 milliards USD par an aide à protéger la production alimentaire contre les impacts des changements climatiques, tels que la sécheresse de 2022/23 qui a causé des pertes à hauteur de 70 % de la production de céréales en Tunisie.

2

Afrique de l'Est

Une somme de 34,6 milliards USD par an soutient le secteur agricole, qui représente plus de 75 % des emplois.

3

Afrique centrale

Une somme de 2,92 milliards USD par an aide à promouvoir une agriculture durable et résiliente pour restaurer et protéger le bassin du Congo, la deuxième plus grande forêt tropicale du monde.

4

Afrique australe

Une somme de 13,2 milliards USD par an aide à éviter les mauvaises récoltes liées aux sécheresses, telles que celles ayant mené 21 millions d'enfants à souffrir de la faim en 2023/2024.

5

Afrique de l'Ouest

Une somme de 11,11 milliards USD par an aide à protéger les moyens de subsistance de 2 millions de producteurs de cacao et l'avenir de l'industrie du chocolat en Europe (d'une valeur de 50 milliards USD).



6

Amérique centrale et Mexique

Une somme de 12,09 milliards USD par an aide à protéger les moyens de subsistance et les vivres, notamment dans le « couloir sec », l'une des régions du monde les plus vulnérables au climat et où vivent 10 millions de personnes.

7

Amérique du Sud

Une somme de 12,95 milliards USD par an aide à protéger les exportations agricoles, telles que les récoltes de café en Colombie, d'une valeur de 3,2 milliards USD.

8

Asie du Sud-Est

Une somme de 189,18 milliards USD par an aide à garantir l'alimentation de 690 millions de personnes dépendant des petits agriculteurs pour 90 % des calories alimentaires qu'ils consomment.

9

Pacifique

Une somme de 0,08 milliard USD par an aide à protéger l'agriculture des petits exploitants, qui représente 177 % du PIB de la région.

Méthodologie

L'estimation des besoins financiers des petits exploitants agricoles est fondée sur l'étude évaluée par des pairs intitulée « *Perspective : What might it cost to reconfigure food systems?* » [Perspective : quel serait le coût d'une reconfiguration des systèmes alimentaires ?], publiée en 2023 par Thornton et al. Cette étude a été sélectionnée à l'issue d'une analyse documentaire approfondie. Elle fournit les estimations les plus complètes et les plus fiables des besoins financiers liés aux activités d'adaptation les plus importantes pour les petits exploitants agricoles aux niveaux mondial et régional.

Comme l'estimation de l'étude porte sur un sous-ensemble de 200 millions de petits agriculteurs, Climate Focus s'est basé sur les coûts par agriculteur et par hectare relatifs à différentes activités d'adaptation afin de calculer les coûts totaux pour tous les petits agriculteurs aux niveaux national, régional et mondial. Ces calculs sont fondés sur les données relatives au nombre d'agriculteurs possédant jusqu'à 10 hectares de terres agricoles fournies par [Lowder, Skoet et Raney](#), ainsi que sur les rapports de la FAO pour les quelques pays non couverts par l'étude.

Les estimations des dépenses d'adaptation actuelles pour les petits exploitants et les communautés rurales sont basées sur les données de l'OCDE relatives aux flux financiers liés au climat en 2021.

Dans les deux cas, les pays ont été regroupés selon une catégorisation régionale de la FFCA.

Perspective de terrain

La [Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development](#) [Association asiatique des agriculteurs pour le développement rural durable] (AFA, selon son acronyme en anglais) a interrogé 127 petits producteurs au sujet des impacts du changement climatique, des pratiques d'adaptation et des besoins financiers.

Le sondage d'agriculteurs du Vietnam, d'Indonésie et d'Inde montre que les impacts du changement climatique les plus courants étaient la réduction des rendements des cultures, l'augmentation des nuisibles et des maladies, les pénuries d'eau, ainsi que la multiplication des sécheresses et des inondations. Cette étude a également montré qu'en 2024, les agriculteurs dépensaient en moyenne 2 560 USD par hectare pour des mesures d'adaptation telles que des systèmes d'irrigation améliorés, des techniques de conservation des sols, ou la diversification des cultures et/ou du bétail.

L'agriculture est dominée par les petits exploitants dans chacun de ces trois pays, où ils contribuent significativement à la sécurité alimentaire et aux exportations agricoles. Les petits exploitants sont par exemple responsables de la majorité de la production de riz en Inde ([le plus grand exportateur de riz au monde](#)), et de la production de café au Vietnam ([le deuxième plus grand producteur mondial](#)).

Bien que l'échantillon du sondage soit restreint, et ne soit pas statistiquement représentatif au niveau national ou régional, celui-ci offre toutefois des données sur les coûts de l'adaptation provenant directement des personnes concernées, et complète ainsi l'estimation descendante fondée sur

l'étude académique utilisée par Climate Focus. Les coûts indiqués par les agriculteurs sont bien plus élevés que les estimations du rapport. Cela est peut-être dû au fait que les estimations des agriculteurs sont fondées sur une gamme plus large d'activités et de dépenses, ou que les coûts de l'adaptation ont augmenté depuis que l'étude mondiale utilisée par Climate Focus a été menée. Cela peut également être le résultat d'un sondage basé sur un échantillon de taille réduite, ou de différences nationales et régionales difficiles à capturer dans des études internationales.



Crédit image : Agriculture Familiale pour l'Action Climatique, Cambodge

DÉFICIT DE FINANCEMENT DE L'ADAPTATION

Les dépenses mondiales envers l'adaptation des petits exploitants représentaient 1,59 milliard USD en 2021, soit 0,36 % des 443 milliards nécessaires (Tableau 2). Cette énorme lacune financière est en partie due à un manque de financements climatiques général, ainsi qu'à un manque de financements en faveur de l'adaptation agricole en particulier. Elle est également due à des obstacles empêchant les agriculteurs familiaux et leurs organisations d'accéder aux financements disponibles.

L'adaptation climatique est gravement sous-financée. Les Nations Unies estiment que les lacunes mondiales en financement de l'adaptation atteindront entre 187 et 359 milliards USD par an en 2030. Il est même probable que ces chiffres soient sous-évalués : ils sont en effet fondés sur des données provenant de plans nationaux d'adaptation (PNA), qui ne prennent que rarement en compte les besoins financiers de groupes marginalisés comme les agriculteurs familiaux.

Les financements pour l'adaptation et l'atténuation agricoles sont encore plus restreints. Tandis que les financements climatiques ont augmenté de façon générale, les investissements pour l'agriculture ont chuté, passant de 3 % des finances publiques en 2017 à 2,5 % en 2022 (soit 16,3 milliards USD).

En outre, Climate Focus estime qu'en 2021, seuls 14 % de la finance climat publique mondiale en faveur de l'agriculture et de l'utilisation des terres étaient octroyés à des petits agriculteurs familiaux et à leurs organisations.

En raison de ce manque de soutien, de nombreux petits exploitants sont obligés d'utiliser leurs rares économies, dépensant environ 368 milliards USD par an sur des mesures d'adaptation. Ces importants auto-investissements (qui excluent le travail non payé) rendent les agriculteurs particulièrement vulnérables aux chocs financiers et aux

impacts du changement climatique. Un autre sondage de 2023, ayant interrogé plus de 1 800 agriculteurs d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, a permis d'observer que les petits exploitants investissent en moyenne 20 à 40 % de leurs revenus annuels dans des mesures d'adaptation.

Tableau 2. Flux de financements octroyés aux petits agriculteurs par région en 2021, par rapport aux financements totaux nécessaires (Climate Focus)

Région	Financements octroyés aux petits agriculteurs et aux communautés rurales (en milliards USD)	Financements totaux nécessaires (en milliards USD)	Pourcentage des financements totaux octroyés par rapport aux financements requis
Afrique centrale	0,02	2,92	0,61 %
Amérique centrale et Mexique	0,07	12,09	0,59 %
Afrique de l'Est	0,18	34,60	0,51 %
Moyen-Orient	0,00	6,42	0,03 %
Afrique du Nord	0,22	8,89	1,35 %
Pacifique	0,00	0,08	1,47 %
Amérique du Sud	0,21	12,95	1,59 %
Asie du Sud	0,21	150,30	0,13 %
Asie du Sud-Est	0,28	189,18	0,15 %
Afrique australe	0,22	13,21	1,69 %
Caraïbes	0,01	1,23	0,71 %
Afrique de l'Ouest	0,17	11,11	1,49 %
Total	1,59	442,98	0,36 %

Les chiffres du tableau sont à deux décimales pour des raisons de simplicité, mais les calculs utilisent des chiffres précis.

OBSTACLES AUX FINANCEMENTS

Les organisations de petits exploitants

Bon nombre de fonds ou de mécanismes octroient des financements pour l'adaptation, tels que le Fonds d'adaptation, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds vert pour le climat (FVC), ainsi que les banques multilatérales de développement comme la Banque mondiale. Cependant, l'accès à ces financements reste un défi significatif pour les agriculteurs familiaux et leurs organisations.

Par exemple, l'analyse de 40 projets du FEM et du FVC visant à soutenir les petits producteurs a montré qu'aucun financement n'était directement octroyé aux agriculteurs familiaux ou à leurs organisations. De plus, seuls sept projets incluaient explicitement les agriculteurs au sein de leurs entités décisionnelles associées, limitant ainsi la capacité de participation des agriculteurs à l'identification des priorités d'un projet, à sa conception et à sa mise en œuvre.

L'étude a identifié divers obstacles empêchant les organisations d'agriculteurs familiaux d'accéder aux financements, notamment les exigences de candidature particulièrement complexes et fastidieuses, les frais élevés de candidature, et la nécessité de demander des financements par le biais d'une organisation tierce nommée par le bailleur de fonds.

Les petits exploitants

Au niveau individuel, les petits producteurs font également face à de grands défis pour accéder aux financements dont ils ont besoin pour investir dans la résilience climatique.

De nombreuses banques ne sont pas présentes dans les zones rurales et, considérant que la situation des petits exploitants est à haut risque, ne leur offrent que des frais et taux d'intérêt élevés, voire refusent complètement de leur prêter de l'argent. Seuls 16 % des 1 800 banques interrogées en Asie du Sud, Asie du Sud-Est, Amérique latine et Afrique subsaharienne offrent des financements aux petits exploitants.

Les processus de candidatures complexes, aux conditions strictes et requérant de nombreux documents, tels que des titres fonciers formels, peuvent également décourager les agriculteurs à demander des emprunts, ou les forcer à n'emprunter que de très faibles sommes. La disponibilité limitée des produits financiers adaptés aux besoins des petits agriculteurs, ainsi que celle des services de soutien qui pourraient les aider à gérer les difficultés d'obtention de financements, ne font que créer davantage d'obstacles sur leur parcours. Les petits agriculteurs ont par exemple besoin de délais flexibles pour le remboursement de leurs prêts, ainsi

que de montants qui prennent en compte la variabilité de la production alimentaire selon les conditions météorologiques, les fluctuations du marché et les cycles de culture.

En raison de ces obstacles, les agriculteurs ont un accès limité ou inexistant aux financements, ce qui bloque considérablement leur capacité à investir dans leurs exploitations. Les taux d'intérêt et les frais élevés peuvent également piéger les agriculteurs dans un cercle vicieux de dettes, générant par conséquent des taux par défaut plus élevés, et augmentant le risque financier pour les prêteurs. L'accès aux options officielles étant restreint, de nombreux agriculteurs se voient forcés de demander des crédits à des sources informelles, tels que des usuriers aux taux d'intérêt exorbitants.

Une adaptation efficace et rentable

De nombreuses études menées par le [GIEC](#), [l'OCDE](#) ainsi que d'autres organismes montrent que le moyen le plus efficace de soutenir l'adaptation consiste à faire parvenir les financements climatiques directement aux organisations locales, où les personnes confrontées aux impacts des changements climatiques ont le contrôle de leurs propres activités d'adaptation et d'atténuation.

Les gouvernements et les bailleurs de fonds commencent également à reconnaître ce fait. Par exemple, le [Fonds pour l'application du Cadre mondial de la biodiversité](#) et le [Tropical Forests Forever Facility](#) [Mécanisme de financement pour les forêts tropicales] assurent tous deux que 20 % des financements devraient être destinés aux peuples autochtones et aux communautés locales.

Les organisations d'agriculteurs apportent depuis des décennies un soutien financier, technique et politique à des millions de petits producteurs. Elles disposent de structures organisationnelles, de processus et de réseaux éprouvés, qui leur permettent de tirer parti des connaissances, de l'expérience et de l'expertise des agriculteurs, ainsi que d'apporter leur soutien à ces derniers même dans les communautés les plus difficiles d'accès en période de conflit ou de pandémie.

En tant qu'organisations dirigées et menées par des agriculteurs, elles comprennent les défis auxquels sont confrontés les producteurs et les solutions qui peuvent faire la différence. Beaucoup d'entre elles lancent des pratiques innovantes, diversifiées et respectueuses de la nature, telles que l'agriculture régénérative et l'agroécologie, qui sont [essentiels](#) à l'adaptation et à l'atténuation dans le domaine agricole.

Par exemple, la [Fédération des agriculteurs d'Afrique orientale \(EAFF, selon son acronyme en anglais\)](#) a collaboré avec le gouvernement de Djibouti à la suite d'une grave sécheresse qui a décimé les troupeaux de bétail, une source importante de revenus et de nutrition dans un pays où les niveaux de pauvreté et de malnutrition sont élevés. La EAFF a [mis en place un programme d'élevage de chèvres](#) produisant un lait riche en nutriments et plus résistantes que les bovins à la chaleur, à la sécheresse et au fourrage de mauvaise qualité. En collaboration avec les agriculteurs, la fédération a croisé 45 chèvres alpines du Kenya avec une race locale afin de créer la race « Djibouti-Alpine », qui combine une excellente production laitière et la capacité de faire face à un climat rigoureux. Sur une période de quatre ans, entre 2016 et 2019, le programme a permis de donner naissance à 5 896 chèvres croisées, bénéficiant à 565 agriculteurs et augmentant la valeur du projet d'un investissement initial de 75 000 USD à plus de 500 000 USD.



Crédit image: Eastern African Farmers Federation, Djibouti

COP 30 :

QUELS SONT LES ENJEUX POUR LES AGRICULTEURS FAMILIAUX ?

Les décisions prises à l'occasion de la COP 30 (au cours des négociations officielles sur l'adaptation et la finance, le développement de plans nationaux d'adaptation et d'atténuation, et les initiatives lancées dans le cadre du programme de la présidence) pourraient avoir un impact significatif sur l'avenir des agriculteurs familiaux et la sécurité alimentaire.

Finance

L'accord financier de la [COP 29](#) promettait de mobiliser au moins 300 milliards USD par an d'ici l'année 2035 en faveur de l'adaptation et de l'atténuation climatiques, les pays en développement devant « mener la voie ». L'accord exhortait tous les acteurs concernés à collaborer afin d'augmenter la finance climat de toutes les sources publiques et privées pour atteindre au moins 1,3 billion USD par an en 2035. Une « feuille de route de Bakou à Belém », détaillant un processus clair et concret de mobilisation des fonds, devrait être publiée lors de la COP 30. Un processus de révision est également prévu pour 2030.

Bien que l'objectif ambitieux de 1,3 billion USD par an ait donné un cadre à l'augmentation de la finance climat pour les années à venir, d'importants doutes demeurent quant à la quantité et la qualité des financements convenus. Le Groupe d'experts indépendants sur la finance climat a par exemple [estimé](#) qu'entre 3,1 et 3,5 billions USD par an seraient nécessaires d'ici à 2035 pour répondre aux besoins en finance climat dans les marchés émergents et les pays en développement (hormis la Chine).

Parmi les autres problèmes existants, il est possible de citer l'absence de sous-objectifs en matière d'adaptation, d'atténuation, de pertes et dommages ; l'absence de mécanismes clairs en faveur de l'augmentation et de l'octroi des fonds ; ou l'absence d'exigences claires en matière de

transparence et de redevabilité. L'accord financier ne garantit pas non plus de niveau minimal de financements publics basés sur des subventions, qui sont d'une importance considérable pour les groupes marginalisés tels que les agriculteurs familiaux.

La feuille de route pourrait donc permettre de répondre à certaines inquiétudes existantes, en définissant des mesures concrètes de mobilisation des financements, notamment par le biais de subventions, d'instruments concessionnels et non générateurs de dettes, ainsi que de mesures offrant une marge de manœuvre budgétaire. La révision de 2030 offrira également l'opportunité de réexaminer les besoins mondiaux en financement, ainsi que de se mettre d'accord sur les objectifs financiers concrets pour l'alimentation et l'agriculture, les petits agriculteurs et les peuples autochtones.

Hors des négociations officielles, le [Forum du Comité permanent du financement de la CCNUCC](#) s'est réuni en septembre 2025 afin d'évoquer pour la première fois le sujet du financement de l'alimentation et de l'agriculture. Un [Programme intégré sur les systèmes alimentaires](#), lancé en parallèle de la réunion, vise à octroyer 282 millions USD à des projets agroalimentaires favorables à la nature et au climat. Nous ne savons pas encore quel sera le volume de ces financements qui sera octroyé directement aux petits agriculteurs et à leurs organisations.

Adaptation

Il est encore difficile de savoir si les pays développés arriveront à respecter les promesses du Pacte de Glasgow pour le climat, qui les engageait à consacrer un montant de 38 à 40 milliards USD en faveur du financement de l'adaptation avant 2025. Un rapport de progression à ce sujet est attendu lors de la COP 30. Bien que des discussions aient été lancées au sujet d'un nouvel objectif – le président du Groupe des pays les moins avancés appelant à tripler le financement de l'adaptation pour atteindre 100 milliards USD par an d'ici à 2030 – la priorité reste de faire en sorte que les gouvernements donateurs renouvellent leurs engagements de financement existants.

L'objectif mondial en matière d'adaptation (OMA) vise à donner autant d'importance à l'adaptation qu'à l'atténuation en fixant des objectifs et lignes directrices spécifiques et mesurables pour les actions d'adaptation, à travers sept domaines thématiques incluant l'alimentation et l'agriculture. L'OMA sera financé par des mécanismes financiers existants, tels que le Nouvel objectif collectif quantifié sur la finance climat (NOCQ), et aura certainement une influence importante sur les plans nationaux d'adaptation (PNA), notamment en offrant un soutien aux agriculteurs familiaux et aux pratiques agricoles favorables à la nature.

La COP 30 est le dernier moment où il sera possible de se mettre d'accord sur les indicateurs à utiliser pour faire le suivi de la progression vers l'OMA. À ce jour, la liste inclut un indicateur de suivi des ressources financières annuelles dépensées pour l'adaptation alimentaire et agricole. Cependant, aucun indicateur ne concerne le suivi du volume de financements reçus par les petits exploitants et leurs organisations. Les organisations d'agriculteurs familiaux appellent à l'élaboration d'indicateurs spécifiques sur la participation des agriculteurs familiaux à la planification de l'adaptation, sur l'accès des petits exploitants aux financements et aux assurances, ainsi que sur le soutien en faveur de pratiques résilientes face aux changements climatiques, telles que l'agroécologie.



Crédit image: Fernando Martinho, Brésil

Forêts

Le Brésil lancera officiellement le Tropical Forests Forever Facility [Mécanisme de financement pour les forêts tropicales] (TFFF, selon son acronyme en anglais) lors de la COP 30, afin de récompenser les nations de forêts tropicales ayant protégé leurs forêts tout en décourageant la déforestation.

Dans le cadre de son objectif de mobiliser 125 milliards USD, le TFFF envisage de fournir des financements provenant de prêts de pays développés, de contributions philanthropiques et d'investissements privés. Il offrira des paiements de 4 USD par hectare de forêt existante par an, à 80 pays de forêts tropicales. Au moins 20 % des financements seront réservés aux peuples autochtones et aux communautés locales.

Soutenir les petits exploitants dans la diversification de leurs moyens de subsistance, l'adoption de pratiques durables telles que l'agroforesterie, et la protection de leurs droits fonciers contribuera à réduire leur dépendance au déboisement comme solution de revenus rapides. Environ un quart (24 %) de la déforestation tropicale mondiale résulte de pratiques d'agriculture à petite échelle ou d'agriculture de subsistance, qui sont dues à la pauvreté, à des droits fonciers limités ou à un manque d'alternatives.

Pertes et dommages

Le Fonds pour les pertes et préjudices, visant à compenser les pertes et dommages irréversibles causés par les impacts climatiques, a commencé à octroyer des financements en 2025, bien qu'il n'ait reçu qu'une fraction des financements promis par les pays développés.

Les Philippines ont été sélectionnées afin de recevoir le Conseil du Fonds pour les pertes et préjudices, une réussite significative pour les pays du Sud global. Les petits agriculteurs familiaux étant responsables de la majorité de la production agricole dans les pays à faibles revenus et les petits pays insulaires en développement particulièrement exposés aux catastrophes, la participation active de leurs organisations à la gestion du fonds et aux processus décisionnels est indispensable pour garantir qu'il puisse répondre à leurs besoins.

Plans climatiques nationaux

Plus de 160 gouvernements se sont engagés à inclure l'alimentation et l'agriculture dans leurs plans climatiques nationaux (les contributions déterminées au niveau national [CDN]), devant être soumis à la CCNUCC avant la fin du mois de septembre 2025. À ce jour, 62 CDN ont été soumises, mais seules quelques-unes d'entre elles, telles que celles du Brésil, du Pakistan, et du Kenya, font référence à l'agriculture familiale.

Les petits agriculteurs familiaux jouent un rôle indispensable dans les efforts d'adaptation menés par les pays en développement. Inclure les petits exploitants et leurs organisations au sein de la création de stratégies d'adaptation est crucial pour s'assurer que ces dernières reflètent les véritables défis auxquels fait face le secteur de l'alimentation et de l'agriculture, et offrent des solutions de renforcement de la résilience.

Programme de la présidence

Le gouvernement brésilien a fait de l'éradication de la faim et de la malnutrition un thème majeur de son programme national et international. Diverses politiques nationales – telles que des initiatives de soutien aux petits agriculteurs et à la production agroécologique – ont contribué à réduire la malnutrition dans le pays, et ont permis au Brésil d'être récemment retiré de la [carte de la faim des Nations Unies](#). Sa présidence du G20 ainsi que son rôle d'organisateur de la COP 30 lui ont également permis de présenter ses réussites en matière de politiques nationales, et de mobiliser des actions et des ressources. Parmi les initiatives principales de la COP 30 en matière d'alimentation et d'agriculture, il est possible de citer les suivantes :

- Le programme d'action de la présidence a nommé la « transformation des systèmes agricoles et alimentaires » comme l'un de ses [six piliers thématiques](#). Il souligne l'importance de la restauration des terres, des pratiques durables telles que l'agroécologie, ainsi que de l'agriculture familiale pour créer des systèmes alimentaires plus résilients et durables, et pour garantir un accès adéquat à l'alimentation et à la nutrition pour tous. Il vise également à augmenter l'action et la coopération internationales à travers des initiatives telles que [RAIZ](#) (*Resilient Agriculture Investment for net Zero land degradation* [Investissement pour une agriculture résiliente en faveur de la neutralité en matière de dégradation des terres]), qui a pour objectif d'identifier et d'augmenter les financements en faveur de la restauration des terres agricoles dégradées.

- Le Brésil devrait élaborer une déclaration sur le climat et la faim, afin d'encourager le soutien politique et financier en faveur de projets relatifs au climat, à la pauvreté et à la faim, notamment [l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté](#). L'alliance a été fondée au Brésil en 2024, au cours de la présidence brésilienne, et vise à accélérer les efforts pour l'éradication de la faim à travers l'augmentation du soutien octroyé aux petits agriculteurs.
- Le « [Circle of Peoples](#) » [Cercle des peuples] a pour but d'augmenter la représentation des peuples autochtones, des communautés traditionnelles, des afrodescendants et des agriculteurs familiaux au sein des négociations de la COP 30 relatives à la finance, aux pertes et dommages, et à la transition juste. Les agriculteurs familiaux font également partie de la circonscription des agriculteurs, le mécanisme formel de participation aux discussions au sein de la CCNUCC.

CONCLUSION

Afin de débloquent le potentiel d'adaptation et d'atténuation des agriculteurs familiaux, tout en contribuant à la biodiversité, à la sécurité alimentaire, à la restauration des terres et au développement durable, les gouvernements et les institutions financières doivent s'engager à mettre en œuvre les actions suivantes :

1. Inclure les agriculteurs familiaux ainsi que leurs organisations et coopératives au sein des forums et des processus décisionnels relatifs à l'alimentation et au climat, de l'échelle locale à l'échelle internationale. Par exemple, dans les contributions déterminées au niveau national, les plans nationaux d'adaptation, et les conventions internationales sur le climat, la biodiversité, et les terres.
2. Améliorer et octroyer davantage de financements, en s'engageant à augmenter le financement de l'adaptation de façon significative (notamment en augmentant les financements basés sur des subventions), et en garantissant que davantage de ressources financières soient octroyées directement aux agriculteurs familiaux et à leurs organisations. En particulier, des actions doivent être mises en œuvre pour :

- Soutenir le développement d'un Fonds pour la résilience et l'autonomisation des agriculteurs en tant que source première de financements directs. Le fonds serait mené et géré par les organisations et coopératives d'agriculteurs familiaux ainsi que les associations de producteurs, et fournirait un accès direct à des subventions à long terme ainsi qu'à des prêts à conditions de faveur. Il se concentrerait sur des activités ayant des bénéfices concrets pour les petits exploitants, allant au-delà du soutien lié aux projets, offrant une durabilité à long terme, et fondées sur des réalités locales ;
- Éliminer les obstacles empêchant les organisations d'agriculteurs familiaux d'accéder à la finance climat. Cela implique d'optimiser les processus de candidature et de rédaction de rapports, de fournir un soutien technique pour les candidatures aux financements, et de fixer des objectifs clairs pour que les financements disponibles soient octroyés directement aux agriculteurs et à leurs organisations ;
- Faire en sorte que les agriculteurs individuels aient accès aux produits financiers (tels que des prêts et assurances) adaptés à leurs besoins, avec, par exemple, des taux d'intérêt bas et des critères de paiement flexibles.



Crédit image: Fernando Martinho, Brésil

Ce rapport est publié par Family Farmers for Climate Action, une alliance de 11 organisations et réseaux d'agriculteurs familiaux représentant plus de 95 millions d'agriculteurs à travers l'Afrique, l'Amérique latine, l'Asie et le Pacifique, tels que : le Forum Rural Mondial (WRF), la Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est (EAFF), le Forum des petits producteurs agricoles de l'Afrique orientale et australe (ESAFF), la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC), l'Union maghrébine et nord-africaine des agriculteurs (UMNAGRI), le Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA), l'Association des agriculteurs d'Asie pour le développement durable rural (AFA, Asian Farmers' Association for Sustainable Rural Development), les Organisations d'agriculteurs du Pacifique (PIFON, Pacific Farmer Organisations), la Confédération des organisations de producteurs familiaux du Mercosur élargi (COPROFAM, Confederación de Organizaciones de Productores Familiares del Mercosur Ampliado), le Programme de dialogue régional et rural (PDRR, Programa Diálogo Regional Rural), et le réseau intercontinental des organisations d'agriculteurs biologiques.

Le rapport est soutenu par la Fondation pour les organisations d'agriculteurs et l'action réparatrice (Foundation for Farmers Organisations and Restorative Action) et Forest and Farm Facility. L'analyse a été menée par Climate Focus.



ff Agriculture Familiale
pour l'Action Climatique.



familyfarmersforclimateaction.org